LAW ENFORCEMENT

Cooperation

Agreement Between the

UNITED STATES OF AMERICA

and FRANCE

Effected by Exchange of Letters at
Paris and Washington May 3 and
May 11, 2012

with

Annex

and

Exchange of Correcting Notes

NOTE BY THE DEPARTMENT OF STATE

Pursuant to Public Law 89—497, approved July 8, 1966 (80 Stat. 271; 1 U.S.C. 113)—

". . .the Treaties and Other International Acts Series issued under the authority of the Secretary of State shall be competent evidence . . . of the treaties, international agreements other than treaties, and proclamations by the President of such treaties and international agreements other than treaties, as the case may be, therein contained, in all the courts of law and equity and of maritime jurisdiction, and in all the tribunals and public offices of the United States, and of the several States, without any further proof or authentication thereof."

FRANCE

Law Enforcement: Cooperation

Agreement effected by exchange of letters at
Paris and Washington May 3 and May 11, 2012;
Entered into force April 1, 2016,
with the exception of Articles 5 and 6.
In accordance with Article 16, Articles 5
and 6 may enter into force in the
future under conditions specified in Article 16.
With annex.
And exchange of correcting notes.

3 MAI 2012

Dear Secretary Napolitano,

Acting on the instructions of the French Government, I have the honour of putting forward for your approval the provisions contained in the document enclosed with this letter. I would be much obliged if you would let me know whether the terms of this document are acceptable to the Government of the United States.

If such is the case, the present letter and the document that accompanies it, together with your reply, will constitute the agreement between our two governments on enhancing cooperation in criminal investigations with a view to preventing and combating terrorism and serious crime. The said agreement will enter into force after each of our governments has notified the other that it has completed the necessary measures required by its domestic law, in accordance with Article 16.

Please accept the renewed assurances of my highest consideration,

Claude GUÉANT

Ms Janet NAPOLITANO
Secretary of Homeland Security
Washington D.C.
UNITED STATES OF AMERICA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 3 MAI 2012

Le Ministre de l'Intérieur
de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales
et de l'Immigration

Madame le Ministre,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de vous proposer les dispositions contenues dans l'annexe de la présente lettre. Je vous serais obligé de me faire savoir si les termes de cette annexe recueillent l'agrément de votre Gouvernement.

Dans ce cas, la présente lettre et son annexe, ainsi que votre réponse, constitueront l'accord entre nos deux Gouvernements relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme, accord qui entrera en vigueur après la notification par chacun de nos deux Gouvernements à l'autre de l'accomplissement des procédures internes requises par sa législation, conformément à l'article 16.

Je vous prie d'agréer, madame le Ministre, l'expression de mes respectueux hommages.

Claude GUEANT

Madame Janet NAPOLITANO
Secrétaire d'Etat aux Affaires intérieures
Washington
ETATS-UNIS

PLACE BEAUVAU, 75800 PARIS CEDEX 08
TÉL. 01 49 27 49 27 - FAX 01 40 07 21 09

Accord entre
le Gouvernement de la République française
et
le Gouvernement des États-Unis d'Amérique
relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires
en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique (ci-après dénommés « les Parties ») ;

Motivés par la volonté de coopérer en tant que partenaires pour prévenir et combattre plus efficacement la criminalité grave, et notamment le terrorisme ;

Reconnaissant que le partage des informations est un élément constitutif essentiel dans la lutte contre la criminalité grave, et notamment le terrorisme ;

Reconnaissant l'importance de combattre la criminalité grave, et notamment le terrorisme, tout en respectant les droits et libertés fondamentaux, notamment ceux de la vie privée ;

Ayant à l'esprit les engagements de la France énoncés par l'article 16 et le titre V relatifs aux accords internationaux du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ; l'article 8, paragraphe 2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux du 18 décembre 2000, le niveau de protection prévu pour le traitement des données à caractère personnel dans la Convention n°108 du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et son Protocole additionnel du 8 novembre 2001 ;

Considérant l'étroite coopération mutuelle qui profite aux services répressifs respectifs des deux Parties et les retombées bénéfiques de cette relation en termes de sécurité accrue de nos citoyens ;

Reconnaissant la coopération de longue date entre les services répressifs respectifs des deux Parties conjuguée à la coopération formelle en vertu des traités d'entraide judiciaire et d'extradition entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique ayant intégré des garanties en vue d'assurer l'utilisation appropriée et la protection des données à caractère personnel, dont l'efficacité et l'adéquation ont été démontrées ;

Tenant compte de la mise en œuvre réussie des accords transatlantiques récents de coopération policière et judiciaire, en particulier les accords Etats-Unis d'Amérique-Europol, l'accord Etats-Unis d'Amérique-Eurojust et l'accord entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Européenne portant sur l'entraide judiciaire et l'extradition et les 54 traités entre les États-Unis d'Amérique et les États membres de l'Union européenne qui appliquent ces accords ;

S'inspirant du Traité relatif au renforcement de la coopération transfrontalière, en particulier dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et l'immigration clandestine, signé à Prüm le 27 mai 2005, et de la décision du Conseil de l'Union européenne y afférente du 23 juin 2008 (2008/615/JAI) ;

Considérant l'accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire en date du 25 juin 2003 et notamment son article 9 ; le traité entre la République française et les États-Unis d'Amérique sur l'entraide judiciaire en matière pénale du 10 décembre 1998, et l'Instrument tel que prévu par l'alinéa 2 de l'article 3 de l'accord d'entraide judiciaire entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique signé le 25 juin 2003, et l'Instrument relatif à la mise en œuvre du traité entre la République française et les États-Unis d'Amérique sur l'entraide judiciaire en matière pénale du 10 décembre 1998, signé le 30 septembre 2004 ;

Reconnaissant les efforts menés par l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en vue d'aboutir à un accord relatif à la protection des données à caractère personnel lors de leur transfert ou de leur traitement aux fins de prévenir les infractions pénales, dont les actes terroristes, d'enquêter en

la matière, de les détecter ou de poursuivre leurs auteurs dans le cadre de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale.

Cherchant à améliorer et encourager la coopération entre les Parties dans un esprit de partenariat ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. Le « profil ADN » se définit par un code alphanumérique qui représente un ensemble de caractéristiques d'identification de la partie non codante d'un échantillon d'ADN humain analysé, c'est-à-dire la structure moléculaire particulière issue de divers segments d'ADN (loci) ;
2. Les « données dactyloscopiques » sont les images d'empreintes digitales, les images d'empreintes digitales latentes, les images d'empreintes palmaires, les images d'empreintes palmaires latentes, ainsi que les modèles de ces images (points caractéristiques codés ou minuties), lorsqu'elles sont stockées et traitées dans une base de données automatisée ;
3. Les « données indexées » comprennent d'une part, le profil ADN issu de la partie non codante de l'ADN et une référence attachée (données de référence ADN), d'autre part, les données dactyloscopiques et une référence attachée (données indexées des empreintes digitales). Les données indexées ne doivent pas contenir des informations permettant l'identification directe de la personne concernée ;
4. Les « données à caractère personnel » comprennent toute information permettant l'identification directe ou indirecte d'une personne ;
5. Le « traitement des données à caractère personnel » concerne toute opération ou ensemble d'opérations réalisées à partir de données à caractère personnel, par des moyens automatisés ou non, tels que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, le stockage, l'adaptation ou l'altération, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la diffusion ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, le blocage, l'effacement ou la destruction de ces données.

Article 2

Objectif et champ d'application

1. L'objectif du présent Accord est de renforcer, dans le cadre de la justice pénale, la coopération entre les États-Unis d'Amérique et la France en vue de prévenir, enquêter, détecter et poursuivre les infractions relatives à la criminalité grave, et en particulier au terrorisme, principalement par des échanges d'informations concernant les profils ADN et les données dactyloscopiques.

2. Le champ d'application du présent Accord couvre les infractions énoncées à l'annexe de cet Accord et les autres faits passibles d'une peine privative de liberté égale ou supérieure à trois ans.

Article 3

Consultation automatisée des données dactyloscopiques

1. Aux fins énoncées à l'article 2, les Parties autorisent les points de contact nationaux de l'autre

Partie, visés à l'article 4, à accéder à leurs traitements automatisés d'identification dactyloscopique, sur la base d'une interrogation « concordance/pas de concordance ».

2. Les droits de consultation prévus par le présent Accord sont exclusivement utilisés aux fins de prévention et de détection des crimes graves et des enquêtes relatives à ceux-ci, et uniquement si des circonstances particulières et fondées en droit concernant une personne déterminée conduisent à rechercher si cette dernière commettra ou a commis un crime grave. Les consultations ne peuvent s'opérer qu'au cas par cas et dans le respect de la législation nationale de la Partie requérante.

3. L'établissement définitif d'une concordance entre une donnée dactyloscopique et une donnée indexée détenue par la Partie gestionnaire du fichier, doit être réalisé par le point de contact national de la Partie requérante, par la transmission, par voie automatisée, des données indexées nécessaires à l'établissement d'une concordance claire. Si aucune concordance ne peut être constatée, ce résultat est communiqué de manière automatisée.

Article 4

Points de contact nationaux et arrangements de mise en œuvre

1. En vue de la mise en œuvre des dispositions de l'article 2 du présent Accord, chaque Partie désigne, au sein des services en charge des missions mentionnées à l'article 2, un ou plusieurs points de contact nationaux pour la demande ou la transmission de données telles que prévues à l'article 3 du présent Accord. Les compétences du ou des points de contact nationaux sont régies par la législation nationale de cet État.
2. Les modalités techniques permettant de mettre en œuvre la procédure de consultation visée à l'article 3 seront définies dans le cadre d'arrangements administratifs ultérieurs.

Article 5

Consultation automatisée des profils ADN

1. Aux fins énoncées à l'article 2, si la législation nationale de chacune des Parties l'autorise et sur la base de la réciprocité, les Parties autorisent les points de contact nationaux de l'autre partie (visés à l'article 6) à accéder aux profils ADN contenus dans leurs traitements automatisés pour procéder à des comparaisons sur la base d'une interrogation « concordance/pas de concordance ».

2. Les droits de consultation prévus par le présent Accord sont exclusivement utilisés aux fins de prévention, de détection des crimes graves et des enquêtes relatives à ceux-ci et uniquement si des circonstances particulières et fondées en droit concernant une personne déterminée conduisent à rechercher si cette dernière commettra ou a commis un crime grave. Les consultations ne peuvent s'opérer qu'au cas par cas et dans le respect de la législation nationale de la Partie requérante.

3. Si dans le cadre d'une consultation automatisée, une concordance est établie entre un profil ADN transmis et un profil ADN enregistré dans le fichier de la Partie requise, le point de contact national de la Partie requérante est informé par voie automatisée des données indexées pour lesquelles une concordance a été constatée. Si aucune concordance ne peut être constatée, communication en est faite de manière automatisée.

Article 6

Points de contact nationaux et arrangements de mise en œuvre

1. En vue de la mise en œuvre des dispositions de l'article 2 du présent Accord, chaque Partie désigne, au sein des services en charge des missions mentionnées à l'article 2, un ou plusieurs points de contact nationaux pour la demande ou la transmission de données telles que prévues à l'article 5 du présent Accord. Les compétences du ou des points de contact nationaux sont régies par la législation nationale de chacune des Parties.
2. Les modalités techniques permettant de mettre en œuvre la procédure de consultation visée à l'article 5 seront définies dans le cadre d'arrangements administratifs ultérieurs.

Article 7

Autres moyens de consultation des fichiers ADN

Jusqu'à ce que les législations des deux Parties permettent des consultations de profils ADN telles que décrites dans l'article 5, chaque Partie peut, à la demande de l'autre Partie, conformément à la législation et dans le respect des contraintes techniques de la Partie requise, effectuer une consultation de son propre fichier ADN.

Article 8

Transmission de données à caractère personnel complémentaires et d'autres données suite à une concordance

1. En cas de constatation de concordance de données dactyloscopiques ou de profils ADN dans le cadre de la procédure prévue aux articles 3 et 5, la transmission de données à caractère personnel complémentaires disponibles et de toute autre donnée relative aux données indexées s'opère en vertu de la législation nationale de la Partie requise, y compris, le cas échéant et sans préjudice du paragraphe 3 de l'article 9, les dispositions relatives à l'entraide judiciaire.

2. Ces données peuvent porter sur les noms, prénoms, date et lieu de naissance de la personne pour laquelle la constatation de concordance a eu lieu, ainsi qu'un exposé des circonstances ayant justifié la collecte et l'enregistrement des données par la Partie requise.

Article 9

Transmission d'informations en vue de prévenir des actes de terrorisme et des crimes graves

1. Afin de prévenir des infractions constituant une menace sérieuse pour l'intérêt public, les Parties peuvent, en application de leur législation nationale, au cas par cas, sans même en avoir reçu la demande, transmettre au point de contact national approprié de l'autre Partie, comme énoncé au paragraphe 5 du présent article, les données à caractère personnel visées au paragraphe 2 du présent article. Dans la mesure où cela est nécessaire, cette transmission pourra s'effectuer au vu de circonstances particulières laissant penser que la personne concernée est susceptible de commettre des infractions terroristes ou liées au terrorisme, ou des infractions en lien avec un

groupe ou une association terroriste ou des infractions liées à la grande criminalité telles qu'elles sont définies par la législation nationale de la partie émettrice.

2. Les données pouvant être transmises comprennent les noms, prénoms, date et lieu de naissance ainsi qu'un exposé des circonstances qui sont à l'origine des soupçons visés au paragraphe 1 du présent article.

3. La Partie émettrice peut, en vertu de sa législation nationale, imposer, au cas par cas, des conditions quant à l'utilisation qui peut être faite de ce type de données par la Partie destinataire. Si la Partie destinataire accepte lesdites données, elle est tenue au respect de toutes ces conditions. La Partie émettrice ne saurait toutefois, en application du présent paragraphe, imposer à la partie destinataire, comme condition à la transmission des données, des restrictions d'ordre générique au cadre légal relatif au traitement de données à caractère personnel de la Partie destinataire.

4. En complément des données à caractère personnel visées au paragraphe 2 du présent article, les Parties peuvent se transmettre mutuellement des données à caractère non personnel en relation avec les infractions visées au paragraphe 1 du présent article.

5. Chaque Partie désigne un ou plusieurs points de contact nationaux, afin d'échanger, comme prévu au présent article, avec le ou les points de contact de l'autre Partie des données à caractère personnel ou autres types de données. Les droits et obligations des points de contacts nationaux sont définis par la législation nationale de leur pays.

Article 10

Protection des données à caractère personnel

a) <u>Règles de principe</u>

1. Les Parties reconnaissent comme essentielles lors de leur traitement, le respect de la confidentialité et la protection appropriée des données à caractère personnel transférées dans le cadre du présent Accord.

2. Les Parties transmettent et traitent les données à caractère personnel conformément à leur législation nationale respective et aux objectifs du présent Accord. Elles s'engagent en conséquence à :

- s'assurer que les données à caractère personnel transmises sont adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux finalités pour lesquelles elles sont communiquées ;
- conserver les données transmises pendant la seule durée d'utilisation nécessaire au regard des finalités définies à l'article 2 du présent Accord ;
- s'assurer que toute erreur constatée dans les données à caractère personnel soit signalée à la Partie destinataire, afin que des mesures rectificatives appropriées soient entreprises par celle-ci.

3. Le présent Accord n'affecte pas les droits existants par ailleurs en vertu de la législation nationale des Parties, qu'il s'agisse de la création de nouveaux droits ou de la limitation de ceux existants.

b) Limitations dans les procédures de traitement

1. Les informations personnelles sont soit transmises dans le cadre du présent Accord uniquement aux fins des investigations ou de l'enquête ayant motivé la demande, soit transmises spontanément en vertu de l'article 9. Les données transmises en vertu du présent Accord doivent être traitées selon les modalités prévues au paragraphe a) 2 du présent article.

2. Ces données à caractère personnel peuvent aussi, avec le consentement préalable de la Partie émettrice, être utilisées pour traiter des procédures relevant du présent Accord et directement liées aux procédures, investigations ou à l'enquête pour lesquelles elles ont été sollicitées ou transmises.

3. Ce consentement est donné selon les modalités prévues au présent Accord, notamment aux fins relevant du présent Accord.

4. Les dispositions du présent article ne préjugent pas du recours à l'assistance judiciaire mutuelle dans les cas spécifiques où les Parties considèreront qu'elle est la voie appropriée pour obtenir ou transmettre des informations.

5. Les données transmises pour comparaison doivent être effacées immédiatement après que celle-ci a été effectuée ou après avoir reçu la réponse automatisée résultant de la demande en cours, sauf si elles sont nécessaires à la poursuite de l'enquête en cours.

6. Les données transmises en vertu des articles 3 et 5 du présent Accord, ne peuvent provenir d'échanges de données préalablement effectués avec des États tiers sans le consentement de ces derniers.

7. Les Parties ne peuvent transmettre les données reçues dans le cadre du présent Accord à un État tiers ou à une organisation internationale sans le consentement de la Partie émettrice.

c) Rectification, blocage et suppression des données

1. À la demande expresse de la Partie émettrice, la Partie destinataire rectifie, bloque, ou efface, si nécessaire, les données reçues en application du présent Accord si elles sont incorrectes ou incomplètes ou si leur collecte ou traitement complémentaire enfreint le présent Accord ou les règles applicables à la Partie émettrice.

2. Lorsqu'une Partie est informée que les données reçues de l'autre Partie en vertu du présent Accord ne sont pas exactes, elle doit prendre, afin de se prémunir de leur manque de fiabilité, toute mesure appropriée comme compléter, supprimer ou corriger les dites données.

d) Tenue d'un registre des données

1. Chaque Partie tient un registre des données transmises à l'autre Partie ou reçues de celle-ci en application du présent Accord. Ce registre est créé aux fins :

- d'assurer le contrôle effectif du respect des règles de protection des données conformément aux législations nationales respectives des Parties ;
- de permettre aux Parties d'user effectivement des droits qui leur sont octroyés aux termes des articles 3 et 5 ;
- d'assurer la sécurité des données.

2. Doivent être inclus dans le registre :

- le motif ayant entraîné la transmission de données ;
- les informations relatives aux données transmises ;
- la date de transmission ;
- l'ensemble des destinataires des données s'il y a lieu de les partager avec d'autres entités.

3. Les informations contenues dans ce registre doivent être protégées par des mesures adéquates contre une utilisation inappropriée et doivent être conservées pendant deux ans.

4. Le contrôle du respect des règles applicables à la transmission ou à la réception de données à caractère personnel relève de la responsabilité des autorités indépendantes en charge de la protection des données ou, le cas échéant, des autorités compétentes en la matière de la Partie concernée. La désignation de la ou des autorités indépendantes compétentes doit figurer dans les arrangements administratifs subséquents.

e) <u>Sécurité des données</u>

1. Les Parties s'assurent que les mesures techniques et les modes d'organisation appropriés sont utilisés pour protéger les données contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle ou la divulgation non autorisée, l'altération, l'accès ou toute autre forme de traitement non autorisée. Les Parties doivent notamment prendre des mesures afin de garantir que seuls les agents des services répressifs chargés des missions mentionnées à l'article 2 soient autorisés à avoir accès aux données à caractère personnel.

2. Les accords et les arrangements de mise en œuvre qui régissent les procédures de consultation automatisée des fichiers d'empreintes digitales et d'ADN conformément aux articles 3 et 5 doivent prévoir :
   - une utilisation appropriée des technologies modernes afin que la protection, la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données soient garanties ;
   - des procédures de cryptage et d'autorisation reconnues par les autorités compétentes dès lors que des réseaux publiquement accessibles sont utilisés ;
   - un mécanisme de traçabilité permettant de contrôler que seules des consultations autorisées sont menées.

f) <u>Transparence – Transmission d'informations aux personnes concernées par les données – Droit de recours</u>

1. Aucune disposition du présent Accord ne saurait être interprétée comme interférant avec les obligations légales des Parties, telles que prévues par leurs législations respectives, de fournir à la personne concernée des informations sur les finalités du traitement, l'identité de l'autorité de contrôle, les destinataires ou catégories de destinataires, l'existence du droit d'accès, de rectification, d'ajout, de mise à jour ou de suppression des données la concernant, ainsi que toute autre information supplémentaire telle que les bases juridiques relatives à l'opération de traitement, les données échangées et le droit de recours, dans la mesure où ces informations supplémentaires sont nécessaires.

2. La mise à disposition de telles informations peut être refusée conformément à la législation nationale respective des Parties si leur transmission risque de compromettre :

   - les finalités du traitement ;
   - les enquêtes ou les poursuites menées par les autorités compétentes aux États-Unis d'Amérique ou par les autorités compétentes en France ; ou
   - les droits et libertés des tierces parties.

3. Les Parties garantissent l'existence de procédures qui permettent à toute personne concernée d'avoir accès à un recours approprié pour violation de ses droits à la protection des données à caractère personnel, indépendamment de la nationalité ou du pays de résidence de l'intéressé.

Article 11

Rapports avec les autres accords internationaux

Aucune disposition du présent Accord ne saurait être interprétée comme limitant ou portant préjudice aux dispositions des autres traités ou accords, aux relations de travail entre services répressifs ou au droit national qui permettent les échanges d'informations entre les États-Unis d'Amérique et la France.

Article 12

Consultations et suivi

1. A l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord et, par la suite, à intervalles réguliers si l'une des Parties ou les deux Parties l'estiment nécessaire, les Parties se consulteront au sujet de sa mise en œuvre, en prêtant particulièrement attention à la protection des données à caractère personnel.
2. Les Parties se consultent également au sujet de toute évolution pertinente qui interviendrait au niveau Union Européenne/Etats-Unis d'Amérique en matière de protection des données à caractère personnel dans le cadre de la coopération policière.
3. En cas de différend sur l'interprétation ou l'application du présent Accord, les Parties se consultent afin d'en faciliter le règlement.

Article 13

Frais

Chaque Partie prend en charge les frais encourus par ses services lors de la mise en œuvre du présent Accord. Dans des cas particuliers, les Parties peuvent convenir de dispositions différentes.

Article 14

Suspension et dénonciation de l'Accord

1. En cas de manquement substantiel aux obligations du présent Accord par une Partie, l'autre Partie après consultation bilatérale, sera admise à en suspendre l'application, avec effet immédiat, moyennant notification écrite.

2. Chaque Partie peut dénoncer le présent Accord moyennant notification écrite par la voie diplomatique.

   - Ladite dénonciation prend effet au premier jour du mois suivant un délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de dénonciation par l'autre Partie.

   - En cas de dénonciation, les Parties appliqueront les dispositions du présent Accord aux données obtenues en vertu de celui-ci, à moins qu'elles n'en conviennent autrement.

Article 15

Modifications

1. Les Parties se consultent, à la demande de l'une d'entre elles, en vue de l'adoption de toute modification.

2. Le présent Accord peut être modifié à tout moment par un accord écrit entre les Parties. Les modifications ainsi apportées entrent en vigueur dans les conditions prévues à l'article 16 du présent Accord.

Article 16

Entrée en vigueur

1. À l'exception des articles 5 et 6, le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière des notes diplomatiques attestant l'accomplissement par les Parties des procédures internes requises pour son entrée en vigueur.

2. Les articles 5 et 6 du présent Accord entreront en vigueur après la conclusion du ou des arrangements de mise en œuvre mentionnés à l'article 6 et à la date de la note mettant fin à l'échange de notes diplomatiques entre les Parties attestant que chaque Partie est en mesure d'appliquer, sur une base de réciprocité, les articles 5 et 6. Cet échange de notes interviendra à condition que la législation des deux Parties autorise les comparaisons des profils ADN telles que prévues à l'article 5.

ANNEXE

Les crimes et délits visés dans le cadre du présent Accord sont énumérés ci-après, et comprennent également les infractions de conspiration en vue de procéder à leur commission, l'adhésion à un groupe criminel organisé, ou la tentative de commettre ces infractions, lorsqu'elles sont punissables.

1. Infractions contre les personnes : génocide ; torture ; meurtre ; homicide et infractions associées ; traite d'êtres humains ; esclavage et servitude ; viol et autres infractions à caractère sexuel telles que la pornographie infantile et l'agression sexuelle ; agression et/ou coups et blessures avec l'intention de causer des blessures graves ou ayant pour conséquences lesdites blessures ; enlèvement, prise d'otage ; proxénétisme.

2. Crimes contre l'État : infractions terroristes (y compris les infractions visées dans les conventions de l'ONU sur le terrorisme, la fourniture d'un support matériel aux terroristes, la fourniture d'un support matériel aux organisations terroristes étrangères, ainsi que le fait de recevoir un entraînement militaire d'une organisation terroriste ou de fournir un tel type d'entraînement) ; violations des résolutions de l'ONU relatives au blocage de la propriété et à l'interdiction des transactions avec des personnes enfreignant les règles applicables du trafic d'armes international ; transactions illicites portant sur des substances biologiques, chimiques ou nucléaires; sabotage; espionnage (y compris l'espionnage en matière informatique et économique) ; trafic de migrants ; atteintes à l'action de la justice; faux témoignage ou incitation au faux témoignage ; fausses déclarations ; menaces.

3. Infractions relatives aux armes : délits impliquant des armes à feu, incluant sans que cette liste ne soit exhaustive, le trafic d'armes; délits liés à des engins de destruction ou des substances explosives; port d'arme prohibée avec l'intention d'en faire usage ; utilisation ou possession illicite d'arme biologique, chimique ou nucléaire, ou de toute autre arme de destruction massive; production, transfert ou possession de dispositifs de dispersion radiologique.

4. Crimes et délits relatifs aux vols et fraudes : cambriolage ; vol ; vol à main armée ; chantage ; vol avec effraction ; corruption ; détournement de fonds ; extorsion ; blanchiment d'argent ; racket ; infractions résultant de fraudes (faux-monnayage, usage de faux, fraude, usage frauduleux et illégal de documents, y compris mais sans s'y limiter de cartes de crédits et de passeports) ; fraude fiscale ; infractions relatives au vol ; contrebande ; trafic de marchandises volées ; falsification de monnaie ou contrefaçon de marchandises.

5. Infractions graves impliquant des substances réglementées : distribution ou trafic de produits stupéfiants, de substances réglementées et psychotropes ainsi que de cannabis ou marijuana; possession ou possession avec intention de vente, de narcotiques, de substances réglementées et psychotropes, ou de cannabis ou marijuana, à l'exception de la possession de faibles quantités n'étant pas qualifiée d'infraction grave en vertu du droit national.

6. Crime contre la propriété : incendie volontaire, attentats avec substances explosives ; destruction volontaire de biens ; piraterie en haute mer ; crimes et délits environnementaux ; atteintes graves à la confidentialité des données, y compris l'accès illégal aux bases de données ; infractions graves en matière informatique.

Secretary

U.S. Department of Homeland Security
Washington, DC 20528

Homeland Security

May 11, 2012

Mr. Claude GUÉANT
Minister of the Interior
French Republic
Place Beauvau
75800 Paris Cedex 08

Dear Minister GUÉANT,

I have the honor to acknowledge receipt of your letter, dated May 3, 2012, with its attachment.

I also have the honor to inform you that the proposal contained in your letter is acceptable to the Government of the United States of America and to confirm that your letter and its attachment, together with this letter, shall constitute an agreement between our governments on enhancing cooperation in criminal investigations with a view to preventing and combating terrorism and serious crime. In accordance with Article 16 of the attachment, such agreement will enter into force, with the exception of Articles 5 and 6 of the attachment, on the first day of the second month following the date of receipt of the latest diplomatic note between the Parties indicating that each of them has completed its required internal procedures for the entry into force of this agreement.

Please accept the renewed assurances of my highest consideration.

Yours very truly,

Janet Napolitano

Agreement between
the Government of the United States of America
and
the Government of the French Republic
On Enhancing Cooperation in Criminal Investigations
with a View to Preventing and Combating Terrorism and Serious Crime

The Government of the United States of America and the Government of the Republic of France (hereinafter "the Parties");

Prompted by the desire to cooperate as partners to prevent and combat serious crime, particularly terrorism, more effectively;

Recognizing that information sharing is an essential component in the fight against serious crime, particularly terrorism;

Recognizing the importance of combating serious crime, particularly terrorism, while respecting fundamental rights and freedoms, notably privacy;

Bearing in mind France's commitments under Article 16 and Chapter V regarding international Agreements of the Treaty on the Functioning of the European Union; Article 8, Paragraph 2 of the European Convention on Human Rights and Fundamental Freedoms dated November 4, 1950; Articles 7 and 8 of the Charter of Fundamental Rights dated December 18, 2000; and the level of protection for the processing of personal data laid down in Convention No. 108 of the Council of Europe dated January 18, 1981 for the protection of individuals with respect to the automatic processing of personal data, together with its additional protocol dated November 8, 2001;

Taking into account the close and mutually advantageous cooperation between the Parties' respective law enforcement agencies and the benefits that this relationship provides to both our publics in terms of greater security;

Recognizing that the long history of cooperation between the Parties' respective law enforcement agencies, as well as the formal cooperation pursuant to the mutual legal assistance and extradition treaties between the United States of America and the French Republic have included safeguards for the appropriate use and protection of personal data that have proven to be effective and adequate;

Taking into account the successful implementation of recent transatlantic instruments concerning law enforcement and judicial cooperation, namely the US-Europol Agreements, the US-Eurojust Agreement, and the Agreements signed June 25, 2003 between the United States of America and the European Union on Mutual Legal Assistance and Extradition, and the 54 treaties between the United States and European Union member States that implemented those Agreements;

Inspired by the Convention on the stepping up of cross-border cooperation, particularly in combating terrorism, cross-border crime and illegal migration, done at Prüm on May 27, 2005, as well as the related Decision of the Council of the European Union dated June 23, 2008 (2008/615/JAI);

Considering the Agreement between the United States of America and the European Union on Mutual Legal Assistance, dated June 25, 2003, and particularly Article 9; the Treaty between the United States of America and the French Republic on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters, signed December 10, 1998, and the Instrument as Contemplated by Article 3, paragraph 2, of the Agreement on Mutual Legal Assistance between the United States of America and the European Union signed June 25, 2003, as to the Application of the Treaty on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters of December 10, 1998, signed September 30, 2004;

Recognizing the work of the United States of America and the European Union towards negotiating an Agreement on the protection of personal data when transferred and processed for the purpose of

preventing, investigating, detecting or prosecuting criminal offenses, including terrorism, in the framework of police cooperation and judicial cooperation in criminal matters; and

Seeking to enhance and encourage cooperation between the Parties in a spirit of partnership;

Have agreed as follows:

Article 1

Definitions

For the purpose of this Agreement:

1. "DNA-profile" shall mean a letter or number code which represents a set of identification characteristics of the non-coding part of an analysed human DNA sample, i.e. the particular molecular structure at the various DNA locations (loci).
2. "Fingerprint data" shall mean fingerprint images, images of fingerprint latents, the palm prints images, the images of palm print latents and templates of such images (coded minutiae) when they are stocked and processed in an automated data base.
3. "Reference data" shall mean: on the one hand the DNA profile derived from the non-coding part of DNA and a reference attached (DNA reference data), and on the other hand, the fingerprint data and a reference attached (indexed fingerprint data). Indexed data must not contain any data that enables the direct identification of the person concerned.
4. "Personal data" shall mean any information that allows the direct or indirect identification of a person.
5. "Processing of personal data" shall mean any operation or set of operations which is performed on personal data, whether or not by automatic means, such as collection, recording, organization, storage, adaptation or alteration, retrieval, consultation, use, disclosure by transmission, dissemination or otherwise making available, alignment or combination, blocking, erasure or destruction.

Article 2

Purpose and Scope

1. The purpose of this Agreement is to enhance cooperation between the United States and France in the framework of criminal justice in order to prevent, investigate, detect and prosecute offenses linked to serious crime and especially to terrorism, in particular by exchanging information on DNA profiles and fingerprint data.

2. The scope of this Agreement covers offenses set forth in the Annex to this Agreement and other acts punishable by a period of deprivation of liberty of three or more years.

Article 3

Automated querying of fingerprint data

1. For the purposes defined in Article 2, the Parties authorize the national contact points of the other Party (mentioned in Article 4) to access their automated systems for fingerprint identification, on a hit/no-hit basis.

2. The querying powers provided for under this Agreement shall be used only for the prevention, detection and investigation of serious crimes and only if particular and legally valid circumstances

relating to a specific individual give a reason to inquire whether that individual will commit or has committed a serious crime. Queries may only be conducted on a case by case basis, and in compliance with the national law of the querying Party.

3. Firm matching of fingerprinting data with reference data held by the Party in charge of the file shall be carried out by the searching national contact point by means of the automated supply of the reference data required for a clear match. If no match is found, this result is communicated automatically.

Article 4

National contact points and implementation arrangements

1. In order to implement the provisions of Article 2 of this Agreement, each Party shall designate in the services or authorities responsible for the missions mentioned in Article 2 one or more national contact points for requesting or transmitting data under Article 3 of this Agreement. The powers of each national contact point are governed by the national law of that State.

2. The technical details allowing for the implementation of the querying procedure pursuant to Article 3 shall be set forth within the framework of subsequent administrative arrangements.

Article 5

Automated querying of DNA profiles

1. For the purposes defined in Article 2, if permissible under the national law of both Parties and on the basis of reciprocity, the Parties authorize the national contact points of the other Party (mentioned in Article 6) to access their automated systems for DNA identification, on a hit/no-hit basis.

2. The querying powers provided for under this Agreement shall be used only for the prevention, detection and investigation of serious crimes and only if particular and legally valid circumstances relating to a specific individual give a reason to inquire whether that individual will commit or has committed a serious crime. Queries may only be conducted on a case by case basis, and in compliance with the national law of the querying Party.

3. Should an automated search show that a DNA profile supplied matches a DNA profile entered in the other Party's file, the searching national contact point shall receive by automated notification the reference data for which a match has been found. If no match can be found, automated notification of this shall be given.

Article 6

National contact points and implementation arrangements

1. In order to implement the provisions of Article 2 of this Agreement, each Party shall designate in the services responsible for the missions mentioned in Article 2 one or more national contact points for requesting or transmitting data under Article 5 of this Agreement. The powers of each national contact point are governed by the national law of that State.

2. The technical details allowing for the implementation of the querying procedure pursuant to Article 5 shall be set forth within the framework of subsequent administrative arrangements.

Article 7

Alternative means to query DNA files

Until such time that the laws of both Parties permit the type of DNA queries contemplated under Article 5, each Party may conduct a search of its own DNA databases, at the request of the other Party, in accordance with the law and technical requirements of the requested Party.

Article 8

Supply of further personal and other data further to a match

1. Should the procedure referred to in Articles 3 and 5 show a match between fingerprint data or between DNA profiles, the supply of any available further personal data and other data relating to the reference data shall be governed by the national law, including, where appropriate and without prejudice to paragraph 3 of Article 9, the legal assistance rules of the requested Party.

2. The said data may include the last names, first names, date and place of birth of the person for which the match has been shown, as well as a description of the circumstances that gave rise to the collection and retention of that data by the requested Party.

Article 9

Transmission of information in order to prevent acts of terrorism and serious crime

1. The Parties may, in accordance with their national law, case by case, even without being requested to do so, transmit to the relevant national contact point of the other Party, as referred to in paragraph 5 of the present Article, the personal data mentioned in paragraph 2 of the present Article, in order to prevent offenses that represent a serious threat to the public interest and in so far as it is necessary because special circumstances give reason to believe that the person concerned is likely to commit terrorist offenses or offenses linked to terrorism, or offenses linked to a terrorist group or conspiracy, or offenses linked to serious crime as defined by the national law of the Party transmitting the data.

2. The data that may be transmitted may comprise last names, first names, date and place of birth and also a description of the circumstances that gave rise to the suspicion mentioned in the first paragraph of this Article.

3. The transmitting Party may, in pursuance of its national law, stipulate conditions on a case by case basis as to the use of this data by the receiving Party. If the receiving Party accepts the said data, that Party shall abide by all the conditions. Generic restrictions with respect to the legal standards of the receiving Party for processing personal data may not be imposed by the transmitting Party as a condition under this paragraph to providing data.

4. In addition to the personal data mentioned in paragraph 2 of the present Article, the Parties may transmit to each other non-personal data in connection with the offenses mentioned in paragraph 1 of the present Article.

5. Each Party shall designate one or more national contact point(s) for the purpose of exchanging personal and other data with the other Party's contact point(s) under the terms of this Article. The powers and responsibilities of the national contact points shall be defined by their respective national laws.

Article 10

Privacy and data protection

a) Guiding principles

1. The Parties recognise that appropriate protection and confidentiality is essential for the handling and processing of the personal data that they acquire from each other under the terms of this Agreement.

2. The Parties shall transmit and process personal data in accordance with their respective laws and for the purposes of this Agreement. They therefore undertake:

   - to ensure that the personal data transmitted are adequate, relevant and not excessive in relation to the specific purpose that gives rise to their transmission;
   - to retain the transmitted data for no longer than necessary for use consistent with the purposes set forth in Article 2 of this Agreement;
   - to ensure that any errors concerning personal data are brought to the attention of the receiving Party in order that appropriate corrective action is taken.

3. This Agreement shall not affect, either by creating or limiting, rights otherwise available under the national laws of the respective Parties.

b) Restrictions to data processing procedures

1. Personal information is transferred under this Agreement only for the specific investigation or inquiry for which it was requested or spontaneously provided in accordance with Article 9. Data transferred pursuant to this Agreement will be processed pursuant to paragraph (a)2 of this Article.

2. These personal data may also be used for proceedings within the scope of this Agreement that are directly linked to the proceedings, investigation, or inquiry for which the data were requested or provided, with the prior consent of the Party supplying the information.

3. This consent shall be given under the conditions of the present Agreement, including for uses within the scope of this Agreement.

4. This article is without prejudice to the use of the mutual legal assistance channels in particular cases when the parties determine that is the appropriate channel for seeking or providing information.

5. The data transmitted for comparison shall be deleted immediately after the comparison of the data or after the automatic answers further to the ongoing query, except as needed for the follow up concerning the ongoing inquiry.

6. The data transmitted pursuant to Articles 3 and 5 of this Agreement shall not derive from previous data exchanges with third States, without the consent of the third State.

7. The Parties shall not transmit the data received under the terms of this Agreement to a third State or an international organization without the consent of the supplying Party.

c) Correction, blockage and deletion of data

1. At the express request of the transmitting Party, the receiving Party shall, as appropriate, correct, block or delete data received under this Agreement that is incorrect or incomplete or if its collection or further processing contravenes this Agreement or the rules applicable to the transmitting Party.

2. Where a Party becomes aware that the data received from the other Party under this Agreement is not accurate, it shall take all appropriate measures to safeguard against erroneous reliance on such data, which shall include in particular supplementation, deletion or correction of such data.

d) Keeping a record of data

1. Each Party shall keep a register of data transmitted to and received from the other Party in application of this Agreement. This register shall serve:

   - to ensure effective monitoring of data protection in accordance with the national law of the respective Parties;
   - to enable the Parties to effectively make use of the rights granted to them according to Articles 3 and 5;
   - to ensure data security.

2. The record shall include:

   - the reason that triggered the data transmission;
   - information regarding the data transmitted;
   - the date of transmission; and
   - recipients of the data where such data would be shared with other entities.

3. The data on this register shall be protected with suitable measures against inappropriate use and shall be kept for two years.

4. The verification of compliance with the rules applicable to the transmission and reception of personal data shall be the responsibility of the relevant independent data protection, or, as appropriate, competent authorities of the relevant Party. Designation of competent independent authorities or respective authority shall be set forth within the framework of subsequent administrative arrangements.

e) Data security

1. The Parties shall ensure that suitable technical measures and organizational arrangements are used to protect the data against accidental or unlawful destruction, accidental loss or unauthorized disclosure, alteration, access or any other form of unauthorized processing. The Parties in particular shall take measures to ensure that only authorized personnel responsible for the law enforcement missions mentioned in Article 2 of this Agreement may access the personal data.

2. The Agreements and implementation arrangements that govern the procedures for automated querying of fingerprint and DNA data bases pursuant to Articles 3 and 5 shall provide:

- that appropriate use is made of modern technology to ensure data protection, security, confidentiality and integrity;
- that the encryption and authorization procedures recognized by the competent authorities are used when having recourse to public access networks; and
- a traceability mechanism to ensure verification that only authorized queries are conducted.

f) Transparency – Transmission of information to data subjects and redress

1. Nothing in this Agreement shall be interpreted to interfere with the Parties' legal obligations, as set forth by their respective laws, to provide data subjects with information as to the purposes of the processing, the identity of the data controller, the recipients or categories of recipients, the existence of the right of access to and the right to rectify, complete, update or delete the data concerning him or her and any further information such as the legal bases of the processing operation, the data exchanged and the right to redress, in so far as such further information is necessary.

2. It shall be possible to deny such information in accordance with the respective laws of the Parties, if the transmission of this information jeopardizes:

   - the purposes of the processing;
   - the investigations or prosecutions conducted by the relevant authorities in the United States or those conducted by the relevant authorities in France; or
   - the rights and freedoms of third parties.

3. The Parties shall ensure that processes are in place for data subjects to have appropriate redress for infringement of their data protection rights, regardless of the nationality or country of residence of the data subject.

Article 11

Relation to other International Agreements

Nothing in this Agreement shall be construed to limit or prejudice either the provisions of any treaty, other agreement, working law enforcement relationship, or domestic law allowing for information sharing between the United States of America and France.

Article 12

Consultations and review

1. The Parties shall consult beginning one year after the entry into force of this Agreement, and regularly as deemed necessary by one or both of the Parties thereafter, concerning the implementation of this Agreement, with particular attention to the protection of personal data.

2. The Parties shall also consult each other on any relevant developments on the US/EU level concerning the protection of personal data in the law enforcement context.

3. In the event of any dispute on the interpretation or the application of this Agreement, the Parties shall consult each other in order to facilitate its resolution.

Article 13

Costs

Each Party shall bear the costs incurred by its agencies in implementing the provisions of this Agreement. In special cases, the Parties may agree on different arrangements.

Article 14

Suspension, length and termination of this Agreement

1. If either Party materially breaches the obligations of this Agreement, the other Party shall be permitted, after bilateral consultation, to suspend the application of the present Agreement with immediate effect by written notification.

2. Either Party may terminate this Agreement by serving a notice, through diplomatic channels.

- Such termination shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of notice of termination by the other Party.
- If the Agreement is terminated, the Parties shall apply the provisions of this Agreement with respect to any data obtained under this Agreement, unless the Parties agree otherwise.

Article 15

Amendments

1. At the request of either Party, the Parties shall consult each other with a view to adopting any amendment.

2. This Agreement may be amended at any time by an Agreement in writing between the Parties. Any amendment made in this way will enter into force under the conditions described in Article 16 of this Agreement.

Article 16

Entry into force

1. This Agreement, with the exception of Articles 5 and 6, shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the latest diplomatic note between the Parties indicating that each of them has completed its required internal procedures for the entry into force of this Agreement.

2. Articles 5 and 6 of this Agreement shall enter into force following the conclusion of the implementing arrangement(s) referenced in Article 6 and on the date of the later note completing an exchange of diplomatic notes between the Parties indicating that each Party is able to implement Articles 5 and 6 on a reciprocal basis. This exchange shall occur if the laws of both Parties permit the type of DNA screening envisaged by Article 5.

ANNEX

Crimes within the scope of this Agreement include the crimes listed in this Annex, as well as the offenses of conspiracy to commit such offenses, participation in an organized criminal group, or attempt to commit such offenses, when criminalized:

1. Crimes Against a Person: genocide; torture; murder, manslaughter and associated offenses; trafficking in persons; involuntary servitude; rape and other sex offenses including child pornography and sexual assaults; assault and /or battery with the intent to cause serious injury or resulting in such injuries; kidnapping; hostage taking; managing or supervising a prostitution business.

2. Crimes Against the State: terrorism offenses (including offenses set forth in UN terrorism conventions, providing material support to terrorists, providing material support to terrorist organizations, receiving or providing military-type training from or to a Foreign Terrorist Organization); violations of UN resolutions concerning blocking property and prohibiting transactions with persons who commit violations of international traffic in arms regulations; prohibited transactions involving biological, chemical, or nuclear materials; sabotage; espionage (including computer and economic espionage); migrant smuggling; obstruction of justice; perjury or subornation of perjury; false statements; threats.

3. Weapons Offenses: firearms offenses, including but not limited to trafficking; offenses relating to destructive devices or explosive materials; carrying a concealed weapon with intent to use that weapon; use or unlawful possession of biological, nuclear, chemical or other weapons of mass destruction; production, transfer, or possession of radiological dispersal devices.

4. Crimes of Theft/Fraud: burglary; robbery; armed robbery; blackmail; breaking and entering; bribery; embezzlement; extortion; money laundering; racketeering; fraud offenses (forgery, use of a forged instrument, fraud, fraudulent and illegal use of documents, including but not limited to credit cards and passports); tax evasion; theft offenses; smuggling of goods; trafficking in stolen goods; counterfeiting currency or goods.

5. Serious Crimes Involving Controlled Substances: distribution or trafficking in narcotics, controlled and psychotropic substances, and cannabis or marijuana; possession of, or possession with intent to sell, narcotics, controlled and psychotropic substances, or cannabis or marijuana, except for small quantities deemed not to be serious crimes under domestic law.

6. Crimes Against Property: arson; bombings; malicious destruction of property; piracy on the high seas; environmental crimes; serious criminal data privacy violations including unlawful access to databases; computer crimes.

U.S. Department of State
Office of Language Services
Translating Division

LS No. O-2016-O-001851
French/English
ALK/GPG

Translation

[French Republic]

Ministry of Foreign Affairs and International Development
Office for the Americas and the Caribbean

Paris, March 17, 2016

No. CF AME 2016-209982

The Ministry of Foreign Affairs and International Development, Office for the Americas and the Caribbean, presents its compliments to the Embassy of the United States of America in Paris and, with regard to the Agreement in the form of an Exchange of Letters Between the Government of the French Republic and the Government of the United States of America on Enhancing Cooperation in Criminal Investigations with a View to Preventing and Combating Terrorism and Serious Crime (with Annex), signed at Paris on May 3, 2012, and at Washington on May 11, 2012, (hereinafter the "Agreement), has the honor to inform it of a material error in the preamble.

Embassy of the United States of America,
2 Avenue Gabriel,
75382 Paris Cedex 08.

MINISTERE
DES
AFFAIRES ETRANGERES
ET DU DEVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

DIRECTION DES AMERIQUES
ET DES CARAIBES

CF AME 2016-209982

Paris, le 17 mars 2016

Le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international – Direction des Amériques et des Caraïbes – présente ses compliments à l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Paris et, se référant à l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme (ensemble une annexe), signées à Paris le 3 mai 2012 et à Washington le 11 mai 2012 (ci-après « l'accord »), a l'honneur de l'informer d'une erreur matérielle dans le préambule :

Dans la version française de l'accord, au lieu de lire :

''Considérant l'accord entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire en date du 25 juin 2003, et notamment son article 9 ; le traité entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique sur l'entraide judiciaire en matière pénale du 10 décembre 1998 et l'instrument tel que prévu par l'alinéa 2 de l'article 3 de l'accord d'entraide judiciaire entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique signé le 25 juin 2003 et l'Instrument relatif à la mise en œuvre du traité entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique sur l'entraide judiciaire en matière pénale du 10 décembre 1998, signé le 30 septembre 2004 ;''

Il convient de supprimer « **et l'Instrument** » et de lire :

''Considérant l'accord entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire en date du 25 juin 2003, et notamment son article 9 ; le traité entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique sur l'entraide judiciaire en matière pénale du 10 décembre 1998 et l'instrument tel que prévu par l'alinéa 2 de l'article 3 de l'accord d'entraide judiciaire entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique signé le 25 juin 2003 ~~**et l'Instrument**~~ relatif à la mise en œuvre du traité entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique sur l'entraide judiciaire en matière pénale du 10 décembre 1998, signé le 30 septembre 2004 ;''

Le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international – Direction des Amériques et des Caraïbes – remercie l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Paris de bien vouloir lui confirmer l'accord des autorités américaines en vue d'une rectification de cette erreur dans la version française de l'accord./.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international – Direction des Amériques et des Caraïbes – saisit cette occasion pour renouveler à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Paris les assurances de sa haute considération.

Ambassade des Etats-Unis d'Amérique
2, avenue Gabriel
75382 PARIS Cedex 08

No. 2016/160

The Embassy of the United States presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and International Development, Office for the Americas and the Caribbean and refers to its Note No. CF AME 2016-209982 dated March 17, 2016, proposing a correction to the preamble of the French language text of the Agreement between the Government of the United States of America and the Government of the French Republic on Enhancing Cooperation in Criminal Investigations with a View to Preventing and Combating Terrorism and Serious Crime, effected by exchange of letters at Paris and Washington May 3 and 11, 2012 (the "Agreement"). The Ministry's Note states in relevant part as follows:

(Begin quote)

In the French version of the Agreement, in the paragraph that currently reads:

Quote:

Considering the Agreement between the United States of America and the European Union on Mutual Legal Assistance, dated June 25, 2003, and particularly Article 9; the Treaty between the United States of America and the French Republic on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters, signed December 10, 1998; and the Instrument as Contemplated by Article 3, paragraph 2, of the Agreement on Mutual Legal

Assistance between the United States of America and the European Union, signed June 25, 2003, and the Instrument as to the Application of the Treaty between the United States of America and the French Republic on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters of December 10, 1998, signed September 30 2004;"

Unquote.

the words "and the Instrument" should be deleted, so that the paragraph reads:

Quote:

"Considering the Agreement between the United States of America and the European Union on Mutual Legal Assistance, dated June 25, 2003, and particularly Article 9; the Treaty between the United States of America and the French Republic on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters, signed December 10, 1998; and the Instrument as Contemplated by Article 3, paragraph 2, of the Agreement on Mutual Legal Assistance between the United States of America and the European Union, signed June 25, 2003, ~~and the Instrument~~ as to the Application of the Treaty between the United States of America and the French Republic on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters of December 10, 1998, signed September 30 2004;

Unquote.

The Ministry of Foreign Affairs and International Development, Office for the Americas and the Caribbean, would be grateful if the Embassy of the United States of America in Paris would confirm that the U.S. authorities agree to the correction of this error in the French version of the Agreement.

(End quote)

The Embassy confirms that the Government of the United States of America concurs in the proposed correction set forth in the Ministry's Note, and that the Ministry's Note and this Note in reply constitute an official correction of the French language text of the Agreement.

The Embassy of the United States of America avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs and International Development of the French Republic the assurances of its highest consideration.

Embassy of the United States of America,

Paris, May 23, 2016.